

VEILLE BIMENSUELLE

NUMERIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 18 – 20 septembre au 3 octobre 2021



Fait marquant

• Le gouvernement publie sa première stratégie spatiale

Economie numérique et régulation

- La secrétaire d'Etat au commerce international dévoie un plan pour développer le commerce numérique
- Selon une enquête du *Coadec*, la création de la *Digital Markets Unit* pourrait réduire l'investissement dans le tech britannique

Télécommunications et réseaux

• Plus de 50 % des foyers et entreprises au RU ont désormais accès au réseau haut débit

Données et intelligence artificielle

• Le gouvernement publie une nouvelle stratégie pour l'intelligence artificielle

Ecosystème tech

- Londres est le deuxième écosystème de start-ups au monde, selon Startup Genome
- Les start-ups britanniques ont levé un record de 18 Md\$ au premier semestre 2021
- La nouvelle secrétaire d'Etat au numérique énonce ses prirorités pour la tech à la London Tech Week

☐ Fait marquant: Le gouvernement publie sa première stratégie spatiale

Le Department for Business, Energy & Industrial Strategy (BEIS) a <u>publié</u> le 27 septembre la première stratégie britannique pour l'espace, attendue depuis 2018. Dans une approche intégrée et duale des enjeux spatiaux, le document fixe le cadre de l'ambition britannique à l'horizon 2030 (même s'il donne peu de détails sur le financement des programmes) et met en son cœur les aspects économiques et technologiques. La stratégie a pour objectif de « positionner le RU au premier rang de l'industrie spatiale mondiale », et de contribuer à

l'ambition britannique de devenir une superpuissance technologique. Elle souhaite tirer parti du *new space* (phénomène de privatisation de l'accès à l'espace poussé par des changements technologiques et réglementaires) en choisissant les domaines dans lesquels le Royaume-Uni pourra faire une différence, tel que le lancement de petits satellites.

La stratégie définit un *ten point plan,* comportant les principaux objectifs du gouvernement à moyen-terme en matière de politique spatiale :

- 1. Devenir le champion européen du lancement de petits satellites commerciaux d'ici 2030, avec un premier lancement vertical (mise en orbite d'une fusée) dès 2022 et l'identification de sept ports spatiaux.
- 2. Mettre les technologies spatiales au service de la lutte contre le réchauffement climatique, en restant à l'avant-garde des technologies d'observation de la terre (grâce à la participation au programme *Copernicus* et au projet TRUTHS de l'Agence spatiale européenne).
- 3. Renforcer l'innovation dans le secteur spatial, grâce au développement des secteurs technologiques clés mis en avant par la *UK Innovation Strategy* (robotique, matériaux avancés, IA, informatique) et l'utilisation du *National Space Innovation Programme*.
- 4. Renforcer les relations bilatérales avec des nations spatiales « établies comme émergentes », comme le programme *Artemis* des Etats-Unis.
- 5. Développer les *space clusters* émergents et renforcer les *clusters* établis, tel que le *Harwell Campus*.
- 6. Devenir un leader de la durabilité spatiale, notamment par le développement de technologies avancées d'enlèvement de débris en orbite, de maintenance et de ravitaillement.
- 7. Améliorer les services publics grâce aux technologies spatiales (notamment les services de santé, l'environnement, les transports et les infrastructures).
- 8. Mettre en œuvre la feuille de route *UK Defence Space Portfolio*: lancer un *National Space Operations Centre* (promotion des intérêts spatiaux du RU), développer des capacités dans le domaine du *space domain awareness* (détection et indentification des objets dans l'espace), faire progresser le programme de communications sécurisées *Skynet*, développer une constellation de petits satellites ISR (*intelligence surveillance and reconnaissance*).
- 9. Renforcer les compétences dans le secteur spatial.
- 10. Utiliser l'espace pour moderniser le système de transport, tels que les véhicules autonomes.

Economie numérique et régulation

1 La secrétaire d'Etat au commerce international dévoie un plan pour développer le commerce numérique

Dans un <u>discours</u> devant la <u>London Tech Week</u> le 20 septembre, la nouvelle secrétaire d'Etat au commerce international Anne-Marie Trevelyan a décrit les cinq objectifs du nouveau <u>plan</u> gouvernemental pour le commerce international. Dans ce ce cadre, le <u>Department of international Trade</u> (DiT) prévoit de faciliter l'accès aux marchés numériques au profit des consommateurs et des entreprises, de sécuriser les flux de données transfrontaliers et de promouvoir des normes élevées en matière de protection des consommateurs et de propriété intellectuelle. Par ailleurs, le DiT a pour ambition de développer des systèmes commerciaux numériques innovants (processus douaniers numérisés et acceptation des *e-contrats*), en vue d'établir une coopération mondiale sur le commerce numérique par le biais de l'OMC, du G7 et d'accords bilatéraux. Pour mémoire, l'accord de libre-échange entre le RU et le Japon (CEPA) inclut un chapitre déidé au commerce numérique. De plus, des négociations ont été lancées en juin dernier avec Singapour en vue de conclure un *Digital Economy Agreement*.

2 Selon une enquête du *Coadec,* la création de la *Digital Markets Unit* pourrait réduire l'investissement dans le tech britannique

Le Coadec (Coalition for a Digital Economy), lobby des start-ups britanniques, a réalisé une enquête auprès de 50 investisseurs spécialisés dans la tech sur le projet de Digital Markets Unit du gouvernement. Pour rappel, cette nouvelle entité de l'autorité de la concurrence a été annoncée en novembre dernier et officiellement lancée (sous une forme non statutaire) le 7 avril; elle sera dédiée à la régulation des grandes plate-formes numériques « au statut stratégique de marché ». Le rapport du Coadec, intitulé « The Digital Markets Unit : On the <u>Side of Startups? An Investor perspective »</u>, évoque les préoccupations des investisseurs face aux éventuels pouvoirs élargis de la DMU en matière de contrôle des fusions/acquisitions dans le domaine technologique. Si ces derniers venaient à être confirmés, réduisant ainsi les opportunités « d'exits » (introduction en bourse ou acquisition) des start-ups britanniques, 50 % des investisseurs interrogés ont indiqué qu'ils réduiraient les montants investis dans l'écosystème. En outre, 60 % ont déclaré que les régulateurs britanniques n'avaient qu'une « compréhension de base » des start-ups. Pour faire face à ces constats, le Coadec recommande notamment de : (1) mettre en place les ressources nécessaires pour garantir des échanges entre la DMU et des start-ups, investisseurs et autres experts de la tech, (2) annuler le critère de « perspective réaliste de réduction de la compétition » pour les enquêtes des fusions / acquisitions par la DMU, (3) limiter la durée de ces enquêtes.

Télécommunications et réseaux

1 Plus de 50 % des foyers et entreprises au RU ont désormais accès au réseau haut débit

Selon les dernières <u>données</u> de <u>ThinkBroadband</u>, site indépendant de vérification de la couverture haut débit, 50,2 % des foyers et entreprises au Royaume-Uni – soit 15 millions de propriétés - ont accès à une connexion de plus d'1GB/seconde (principalement obtenue par la fibre). C'est une forte augmentation par rapport à la couverture de 6 % en janvier 2019. La secrétaire d'Etat au numérique Nadine Dorries s'est félicitée, lors de la *London Tech Week*, du résultat des efforts de l'industrie et du plan d'investissement public de 5 Md£ (<u>Project Gigabit</u>).

Données et intelligence artificielle

1 Le gouvernement publie une nouvelle stratégie pour l'intelligence artificielle

Le gouvernement a publié le 22 septembre la <u>National AI Strategy</u>, succédant au <u>AI Sector Deal</u> publié en avril 2018 dans le cadre de la stratégie industrielle. La nouvelle stratégie, qui sera mise en œuvre par l'*Office for AI*, est définie par les secrétaires d'Etat Kwasi Kwarteng et Nadine Dorris comme un « plan sur 10 ans pour faire du Royaume-Uni une superpuissance mondiale en IA », et se décline en trois piliers :

- 1) Investir dans les besoins à long terme de l'écosystème d'intelligence artificielle (R&D et innovation en IA, disponibilité des données, infrastructures de données, besoins en main d'œuvre, besoins en financement, partenariats de coopération en IA et clauses dans les accords commerciaux). Parmi les annonces clés figure le lancement d'un National AI Research and Innovation Programme, chargé d'améliorer la collaboration entre chercheurs, d'acclérer la transformation des infrastructures du RU en matière d'IA, et de stimuler l'adoption des technologies d'IA par les entreprises et le secteur public.
- 2) S'assurer que l'IA bénéficie à l'ensemble des régions et des secteurs de l'économie, notamment la santé, le *net zero* et la défense.
- 3) Mettre en place une gouvernance efficace des technologies d'intelligence artificielle, tant au niveau national qu'international.

En plus d'articuler l'approche du gouvernement britannique en matière de développement et de diffusion de l'IA au Royaume-Uni, la publication de la stratégie donne une direction plus claire à la régulation de la technologie, qui devrait faire l'objet d'un White Paper au début de l'année 2022. La stratégie ambitionne de créer un environnement « pro-innovation », afin de faire du RU une destination attractive pour développer des technologies d'IA, en maintenant la réglementation « au minimum », selon le discours du ministre chargé du numérique Chris Philip, contrastant avec la volonté européenne d'encadrer plus fortement les usages de l'intelligence artificielle (publication par la Commission en avril 2021 de <u>l'Artificial Intelligence Act</u>).

Ecosystème tech

Les start-ups britanniques ont levé un record de 18 Md\$ au premier semestre 2021

Selon les derniers chiffres <u>publiés</u> le 20 septembre par *Tech Nation* et *Dealroom.co*, les startups britanniques ont levé 13,5 Md£ (ou 18 Md\$) au premier semestre 2021 (S1 2021), soit trois fois le montant levé au premier semestre 2020. Plus de la moitié des investissements proviennent de mega rounds (levées late stage de plus de 100 M\$), tels que les levées de Revolut (577 M£) ou de Hopin (289 M£) en juillet, ce qui suggère que l'écosystème tech gagne en maturité. Ces levées de fonds ont également permis au S1 2021 à 20 entreprises – qualifiées de licornes - d'être évaluées à plus d'1 Md\$. Les fintech britanniques ont reçu la majorité des financements, avec 4,2 Md\$, suivi des healthtech (2,7 Md\$) et des mobilitytech (1,1 Md\$). Enfin, les exits de start-ups britanniques (revente des actions, soit par une introduction en bourse soit par une acquisition) ont également atteint un record au S1 2021, avec une valeur totale de 80 Md\$, notamment grâce aux cotations de Wise, Deliveroo et Darktrace.

2 Londres est le deuxième écosystème de start-ups au monde, selon Startup Genome

Selon le <u>Global Startup Ecosystem Report</u>, publié le 22 septembre par le cabinet d'études en politiques publiques de l'innovation <u>Startup Genome</u>, Londres figure à la deuxième place du classement international des écosystèmes de start-ups en 2021 (derrière la Silicon Valley et ex aequo avec New York). Le classement, qui s'appuie sur 6 critères, place Paris à 12ème position (soit la 2^{ème} ville européenne du classement). Selon le rapport, les points forts de l'écosystème londonien sont :

- les secteurs des fintech et des edtech,
- l'accès au talent et ce malgré le Brexit grâce à la proximité de « 4 des 10 meilleures universités au monde », et la présence de 484 000 développeurs informatiques,
- les incitations fiscales (telles que l'Entreprise Investment Scheme ou le Patent Box Scheme),
- la qualité et le dynamisme de l'écosystème d'investissement (c'est-à-dire le nombre d'investisseurs, leur expérience et leur niveau d'activité): les start-ups londoniennes

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres Alice Woda, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner:

londres@dgtresor.gouv.fr

ont un bon accès aux financements, avec un tour de table moyen pour des levées de fonds en amorçage (seed) de 653 000 \$ (contre 494 000 \$ pour la moyenne mondiale), et la présence de 1 370 sociétés de capital-risque.

3 La nouvelle secrétaire d'Etat au numérique énonce ses prirorités pour la tech à la London Tech Week

Dans le <u>discours</u> d'ouverture de la London Tech Week, le 20 septembre, la nouvelle secrétaire d'Etat du Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS) Nadine Dorries a décrit ses principales priorités en matière de politiques publiques de la tech: la mise en œuvre du <u>Plan for Digital Regulation</u>, publié le 6 juillet, le renforcement de l'investissement des fonds de pension dans la tech et la réforme des règles de cotation.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 20 septembre et le 3 octobre 2021:

- Vyne, FinTech (services de paiement par open banking): Seed, 15,5 M\$
- Cloudsmith, Software (gestion des chaînes d'approvisionnement) : Série A, 15 M\$
- > Turtl, Platform (plate-forme d'automatisation de contenus): Série A, 17 M\$
- Dopay, FinTech (numérisation de paiement en liquide): Série A, 18 M\$
- ▶ <u>liffy</u>, E-commerce (livraison de courses à la demande) : <u>Série A, 28 M\$</u>
- > Tyk, Platform (plate-forme de gestion d'API): Série B, 35 M\$
- <u>Isotropic Systems</u>, Satellites (antennes pour satellites): <u>Série B, 37 M\$</u>
- Lifebit.ai, Biotech (plate-formes de données génomiques): Série B, 60 M\$
- Envelop Risk, Insurtech (analyse des risques cyber): Série B, 130 M\$
- TransferGo, FinTech (transferts internationaux d'argent): Série C, 50 M\$
- Dice, Events (billetterie en ligne): Série C, 122 M\$
- ➤ <u>Multiverse</u>, *EdTech* (plate-forme d'appariement entre non-diplômés et apprentissages): <u>Série C, 130 M\$</u>
- > <u>TrueLayer</u>, FinTech (plate-forme d'open banking) : <u>Série E, 130 M\$</u>
- ➤ <u>MarketFinance</u>, *FinTech* (plate-forme d'accès à des solutions de financement): Debt Financing, 280 M£
- > Prodigy Finance, FinTech (prêts pour étudiants internationaux): Debt Financing, 500 M\$
- Octopus Energy, Energy (fournisseur d'énergie): Private Equity Round, 600 M\$